

Paulus, D., *Les milieux dirigeants belges et l'adhésion du Royaume-Uni aux communautés européennes*, Éditions de l'Institut de sociologie, Institut d'études européennes, Bruxelles, 1971, 331 p.

Jean-Pierre Thouez

Volume 3, numéro 2, 1972

Les politiques de défense

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700204ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700204ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Thouez, J.-P. (1972). Compte rendu de [Paulus, D., *Les milieux dirigeants belges et l'adhésion du Royaume-Uni aux communautés européennes*, Éditions de l'Institut de sociologie, Institut d'études européennes, Bruxelles, 1971, 331 p.] *Études internationales*, 3(2), 277–279. <https://doi.org/10.7202/700204ar>

de civilisation mais tenait à un argument stratégique très contestable : le contrôle du Viêt-nam par les États-Unis serait pour ceux-ci la garantie du contrôle de tout le Pacifique ;

— les gouvernements sud-vietnamiens anti-communistes non seulement n'avaient pas l'appui des masses qu'ils prétendaient représenter mais, faits et défaits par les stratèges de la Maison Blanche, ils étaient tous plus corrompus les uns que les autres ;

— les escalades dévastatrices n'étaient pas précisément des ripostes obligées à des coups d'audace nord-vietnamiens mais avaient souvent pour toute couverture des provocations machinées par les Américains eux-mêmes ;

— le président John Kennedy, avant d'être assassiné, avait été assassiné (par ambassadeur à Saigon interposé) d'un autre président (Diem), et toute une Amérique, derrière et après lui, avait été complice de ce meurtre-là et de dizaines de milliers d'autres, complice de génocide.

Bref, les papiers du Pentagone révélaient que l'affaire du Viêt-nam n'était pas une neuvième croisade mais une onzième guerre avec tout ce que cette immoralité implique d'immoralités dans le ravalement de l'homme à la brutalité foncière. Au fond, ce n'était pas les Américains que les fameux papiers condamnaient mais ce phénomène « guerre-war-Krieg-*guerra*... » qui parle toutes les langues, et dont les meilleures expressions ne valent rien.

Il était bon qu'on nous présentât les *Pentagon Papers* en français. Il eut peut-être mieux valu qu'on nous les présente autrement : que la traduction fût moins servile (elle est truffée de *yankismes*), qu'elle soit assortie de notes explicatives, que les éléments en fussent reliés par quelque commentaire, de manière à constituer un tout plus ou moins logique, que l'on nous fournit une bibliographie et surtout — précaution élémentaire ! — un index.

L'auteur s'est contenté de composer une cinquantaine de pages d'introduction ; il nous livre ensuite, en vrac, une centaine de pièces « administratives » dont la logique de succession est toute chronologique. Que le lecteur se débrouille pour trouver son fil d'Ariane dans cet amas documentaire !

Vingt années de Viêt-nam, catastrophe de l'Amérique, risquent aussi d'être une aventure assez peu plaisante pour maints usagers d'un ouvrage intitulé pourtant « *Lucien Bodard* pré-

sente *les dossiers secrets du Pentagone* ». Il nous les présente, oui, mais si peu ! Encore heureux qu'on les connaissait déjà pas mal !

Julien LAMBERT

Histoire moderne et contemporaine,
Université de Liège.

PAULUS, D., *Les milieux dirigeants belges et l'adhésion du Royaume-Uni aux communautés européennes*, Éditions de l'Institut de sociologie, Institut d'études européennes, Bruxelles, 1971, 331p.

La thèse de D. Paulus a pour fondement la perception et le comportement des milieux dirigeants belges face à l'important problème de l'unification européenne pendant la période 1961-1969.

En effet, le choix de l'étendue « optimale » de l'Europe et, en particulier, l'entrée du Royaume-Uni devaient susciter un certain nombre de controverses parmi les groupes socio-professionnels (organisation agricole, syndicats, monde des affaires) et les milieux politiques (le Parti socialiste belge, le Parti social chrétien, le Parti de la liberté et du progrès, la Volksunie et le Front démocratique des francophones, et le Rassemblement wallon ; le Gouvernement, le Parlement) qui devaient atteindre leur intensité maximum à la suite des candidatures de MacMillan en 1961 et de Wilson en 1967.

L'adhésion éventuelle du Royaume-Uni fut le plus souvent interprétée en termes de renforcement ou d'affaiblissement des institutions de la CEE et des objectifs d'union politique. Comme le souligne l'auteur, les réponses apportées par les milieux dirigeants furent souvent partielles, ambiguës, imprécises. Le veto français émis en janvier 1963 devait être en général analysé sévèrement. Cependant, il perdait ce caractère avec le recul.

Une des raisons provient du manque d'informations concernant l'intensité des engagements que le Royaume-Uni entendait prendre à court ou à long terme. L'auteur a parfaitement bien replacé l'adhésion dans le contexte économique et politique de l'époque. Cependant, il serait fort ambitieux de croire qu'en matière politique et institutionnelle, la position des Six soit d'une parfaite précision et d'une harmonie sans faille. La problématique de l'espace euro-

péen ouvre plus de questions qu'elle n'en résoud, et même en se limitant au seul cas du Royaume-Uni et en ne tenant pas compte des difficultés propres aux autres pays candidats, on peut, comme le remarque D. Paulus, se demander si l'élargissement et le renforcement des institutions communautaires peuvent aller de pair, s'il n'y a pas de contradiction entre ces deux objectifs. Une des questions fondamentales reste encore à l'heure actuelle en suspens : Quelles conditions peuvent être mises en œuvre pour que l'Assemblée européenne soit plus efficace ? L'élection au suffrage direct peut être une des conditions, bien que cette procédure soulève un certain nombre de problèmes non encore résolus, du fait même de l'existence de parlements nationaux et des dispositions du traité de Rome. À la base de ces attitudes, on trouve les postulats suivants : le premier admet que l'Europe a intérêt à ce que le Royaume-Uni adhère à la CEE tant pour des raisons politiques — meilleur équilibre interne, accroissement des poids politiques de la communauté — qu'économiques : apports technologiques, élargissement des marchés, renforcement de l'influence économique et commerciale de la Communauté.

Deux types de comportement se dégagent : l'un reconnaît les risques de changements, l'autre les nient ou en minimisent la portée, le deuxième postulat consiste à dire que l'adhésion britannique (avec les candidats possibles) éloigne la CEE de ses objectifs dans la mesure où un tel regroupement constitue une zone préférentielle trop vaste. La thèse de D. Paulus est plus riche que laissent supposer ces quelques développements. En effet, si l'on examine la position du mouvement socialiste où l'idéologie est plus avancée, on considère l'adhésion comme souhaitable dans la mesure où elle remodèle le visage de l'Europe jugée trop conservatrice et libérale (trop centrée sur l'axe France-Allemagne). L'idée d'une Europe plus socialiste suppose l'accord des syndicats britanniques, or ceux-ci n'ont pas en majorité accepté l'idée d'être intégrés dans l'Europe, pour différentes raisons. Le courant hostile à la CEE, particulièrement à la fin de l'été 1969, devait s'amplifier au sein des syndicats mais aussi de l'opinion publique, des milieux industriels et des cercles politiques britanniques. On se rappellera en 1971, que lors du vote d'admission sous le gouvernement de M. Heath l'impact d'une telle question dépassait le clivage clas-

sique des partis britanniques. Elle tient en fait à l'image que chaque individu, qu'il soit dirigeant ou simple citoyen se fait de l'Europe et, par conséquent, les appréciations portées sur la candidature britannique étaient également influencées par des critères trouvant leur origine dans les différents courants de pensée politique et économique existant dans les pays européens.

Comme le fait D. Paulus, soulevons deux exemples : le premier a trait à la géographie de la Belgique ; en effet, les parties à motivation linguistique ou institutionnelle jouent depuis quelques années un rôle non négligeable dans la vie politique belge, bien qu'ils soient spécialisés dans les problèmes de politique intérieure ; certains développements de la politique extérieure ont un impact important dans les courants régionalistes et fédéralistes hostiles au maintien d'un régime politique et unitaire en Belgique. La Volksunie et le Front démocratique des francophones et du Rassemblement wallon sont favorables à l'adhésion du Royaume-Uni, mais leurs conclusions sont divergentes. Le second a pour fondement la position du général de Gaulle à l'égard des États-Unis ; peu de dirigeants belges admettent le désengagement français à l'égard du bloc atlantique ; et pour eux, l'adhésion du Royaume-Uni constitue une garantie sérieuse du maintien d'un bloc uni et solide.

D. Paulus relève le caractère inhabituel des clivages auxquels donna lieu le problème de l'élargissement européen. Cet enchevêtrement de liens et de motivations doit de même être relié aux préoccupations économiques des dirigeants face à l'élargissement. Les organisations agricoles, en particulier, soulignaient les risques et les incertitudes d'un tel élargissement qui en faisaient autre chose qu'une simple formalité juridique ou un débat limité aux seuls aspects monétaires du problème. Néanmoins, malgré cette part d'incertitude, l'action gouvernementale s'appuyait sur un large consensus. En effet, la position de Spaak ne fut guère sérieusement mise en doute malgré les « nuances » émises à partir de janvier 1963 au sein du cabinet Th. Lefèvre-Spaak. Elles portaient d'ailleurs moins sur l'interprétation des événements que sur la « thérapeutique » à appliquer pour en combattre les effets. Le changement de gouvernement n'apporta guère de modifications importantes aux options européennes de la politique étrangère belge. Harmel eut

cependant un rôle de conciliateur très actif bien que moins connu. Malgré les réserves des industriels et des agriculteurs plus engagés dans les mécanismes communautaires, donc plus que tout autre soumis à de plus grands efforts d'adoption, l'adhésion fut acceptée sans grandes difficultés par l'opinion belge.

La thèse de D. Paulus est particulièrement intéressante et actuelle malgré les événements importants de ces derniers mois qui ont conduit à l'entrée de la Grande-Bretagne, de l'Islande, du Danemark et de la Suède dans la CEE. Elle constitue, d'une part, un dossier original pour celui qui se penche sur l'histoire du développement de la communauté européenne ; dans ce but, elle peut être lue avec profit ; elle est, d'autre part, complétée en annexes par des documents et des tableaux relatifs aux données économiques et politiques intéressant le problème soulevé.

Jean-Pierre THOUÉZ

Géographie,
Université de Sherbrooke.

TOFFLER, Alain, *Le Choc du Futur*, Denoël, 1971, (Random House 1970), 539p.

Le livre d'Alain Toffler, s'insère dans une liste grandissante d'ouvrages sur l'avenir. Une nouvelle discipline (qui est en fait une synthèse appliquée de toutes les disciplines) commence à s'identifier sous le nom de « prospective » ou « futurologie ». La contribution de Toffler est particulièrement heureuse et se compare favorablement avec les autres ouvrages du même genre qui envahissent de plus en plus les librairies.

La thèse centrale de Toffler est que le monde occidental dans ce dernier tiers du XX^e siècle souffre d'un étrange mal qui s'appelle « *Future Shock* ». Prenons l'exemple d'un Canadien qui se réveillerait dans la campagne chinoise, ou d'un Norvégien qui se trouverait contraint de vivre un an dans la brousse, au Congo, ou encore un aborigène d'Australie étant obligé de survivre à New York, sans préambule ou préparation. Chacun d'eux souffrirait de « dépaysement » intense. Supposons également qu'une société entière n'arrive plus à se comprendre elle-même et souffre d'un dépaysement collectif. Il y a alors « choc du futur ». Le choc du

futur, c'est la difficulté de la collectivité de s'adapter aux changements qu'elle subit.

Les facteurs contribuant au choc du futur sont 1) notre mode de vie « éphémère » (*transience* en anglais qui évoque la notion de « nomadisme » ou de *turnover* poussé) ; 2) la nouveauté constante et inéluctable et 3) la diversité sans cesse croissante.

Les manifestations de cette société éphémère qui change constamment sont entre autres a) le « prêt-à-jeter » qui détruit la permanence des biens, b) les habitations temporaires, c) les déménagements superfréquents (le nord-américain de classe moyenne déménage environ vingt fois dans sa carrière), d) la substitution de l'achat-vente par la location (location de voitures, d'outils, d'habits de soirée, etc.), e) le remplacement d'une technocratie stable par une *ad-hoc-cratie* (commissions ad hoc, *task forces*, groupes de travail, emplois temporaires), f) l'avance vertigineuse du savoir qui rend les scientifiques désuets s'ils ne se recyclent pas fréquemment, g) notre langage qui change constamment avec l'introduction d'un nouvel argot (*hip, hippies, trip, acid-head*).

Le choc du changement potentiellement inestimable (de 0 à 100) est le facteur d'aliénation sociale. La mort de son conjoint serait, par exemple, un choc très élevé dans l'échelle. Un déménagement, un changement d'emploi, une émigration, le décès des parents auraient des effets moindres mais appréciables. Si on fait la somme de l'impact psychologique du changement sous toutes ses formes, on arrive à un « choc du futur » déchirant.

Pour se protéger l'individu recherche et cultive des « zones de stabilité ». Il s'abonne aux mêmes revues ou s'habille de façon identique malgré la mode éphémère, retient peut-être un ou deux amis d'enfance, etc. Mais c'est dans l'effort collectif que Toffler voit une possibilité de parer sérieusement au « choc du futur ». Pour ce faire, il faudrait maîtriser la technologie et accélérer le processus de changement dans les attitudes et les institutions pour rattraper le changement technologique qui est devenu aujourd'hui comme un cancer de l'histoire.

Le livre de Toffler devrait être une lecture obligatoire pour tous ceux qui désirent comprendre le monde contemporain et qui souffrent eux-mêmes de choc du futur. Interdisciplinaire dans son contenu, journalistique et vulgarisateur dans son cycle, *Le Choc du Futur* peut